

Minutes of the Annual General Meeting of the APRUO, May 24, 2011
Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'APRUO du 24 mai 2011

Membres du Conseil d'administration présents :

Léo Benoiton, Viateur Bergeron, Louis-Gabriel Bordeleau, François Gallays, Renald Simard, André Vachet, George White, Maurice Jetté.

Membre excusé : Francis Reardon.

1. A l'ouverture de l'assemblée, 60 membres sont présents. Le quorum est de 25.
2. The agenda is approved by Donat Pharand and seconded by Bernard Philogène. Approved unanimously.
3. L. Benoiton presented the names of the following colleagues who passed away since the last Annual Meeting. This was followed by a minute of silence in their honour.

CHURCHILL, Janine	Arts	March 28, 2010
RADONJIC, Dragoljub	Medicine	May 26, 2010
WADSTED, Otto G.	Social Sciences	May 27, 2010
JANON, Michel	Faculté des arts	Le 31 mai, 2010
SMILEY, R. Kenneth (88y)	Medicine/Haematology	June 22, 2010
GEORGANAS, Nicolas	Engineering	July 22, 2010
LAFRENIÈRE, Suzanne	Éducation	Le 4 août, 2010
LECAVALLIER, Guy	Sciences sociales	Le 25 août, 2010
GRYGIER, Tadeusz (95y)	Social sciences/Criminology	August 28, 2010
WALLOT, Jean-Pierre	Faculté des arts	Le 30 août, 2010
ROSS, Elena	Medicine	October 25, 2010
JOST, Tadeusz (96y)	Arts/Geography	October 28, 2010
MERCER, Stanley	Medicine/Pediatric surgery	October 29, 2010

COLLINS, Robert G. (84y)	Arts - English	November 4, 2010
DES BRISAY, Margaret L	Faculté des arts	Le 30 déc, 2010
TRUDEL, Marcel	Faculté des arts	Le 11 jan, 2011
CARRIER, Denis	Cabinet du recteur	Le 7 fév, 2011
CAYEN, Alice	Éducation	Le 22 fév, 2011
GREENE, Richard	Library	March 3, 2011
KAZMIERSKI, Carl	Social sciences/Rel. studies	March 7, 2011
LLOYD-JONES, Joseph	Rector's office	March 16, 2011
RICHTER, Maxwell	Medicine/Immunology	May 11, 2011

4. Approbation du procès-verbal du 20 mai, 2010. Texte sur le site web à <http://www.uottawa.ca/associations/apruo>. Proposé par M. Jetté et appuyé par L. Benoiton. Adopté à l'unanimité.
5. Suites au procès-verbal / matters arising from the minutes. Aucune.
6. Rapport du trésorier. G. White soumet son rapport pour la période du 1^{er} mai 2010 au 30 avril 2011. Il nous fait remarquer que le rapport de 2011 est comparable à celui du 2010. Tous les rapports financiers se retrouvent sur le site web (voir les procès-verbaux des assemblées générales annuelles à compter de l'année 2000). Actuellement, 441 membres ont payé leur cotisation pour 2010-2011. Sur proposition dûment appuyée, le rapport ci-dessous a été adopté à l'unanimité :

FINANCIAL REPORT
for the period 1 May 2010 - 30 April 2011

	this year	last year
REVENUE		
membership dues	\$12,019	\$10,901
interest	\$1,601	\$2,716
expense recovery	\$221	\$18
net revenue	\$13,840	\$13,635
EXPENSES		
reproduction	\$1,267	\$3,483
AGM meeting and reception	\$2,078	\$1,601

supplies	\$707	\$347
bank charges	\$39	\$3
CURAC dues and meeting	\$1,311	\$1,680
mailings	\$1,285	\$1,937
expenses for services	\$311	\$1,104
administration	\$2,564	\$85
APRUO scholarship endowment	\$1,000	\$1,000
net expense	\$10,562	\$11,239
Excess of revenue over expense	<u>\$3,278</u>	<u>\$2,396</u>
ASSETS (as of April 30)		
chequing acct at TD Canada Trust	\$2,593	\$3,059
acct at ING DIRECT	\$2,645	\$4,102
GICs	\$50,000	\$50,000
accounts receivable	\$5,128	\$0
Total Assets	<u>\$60,365</u>	<u>\$57,161</u>
LIABILITIES (as of April 30)		
accounts payable	\$1,170	\$1,245
Total liabilities	<u>\$1,170</u>	<u>\$1,245</u>
Excess of total assets over total liabilities	<u><u>\$59,195</u></u>	<u><u>\$55,917</u></u>

7. État de la Caisse de retraite, rapport de Michel Bédard , FICA, actuaire de l'Association. M. Bédard présente les grandes lignes de son rapport, soumis au C.A. de l'APRUO en décembre 2010.

- ✓ Il rappelle les deux objectifs d'une évaluation actuarielle, une rétrospective, l'autre prospective
- ✓ Pour la période 1994-2010 : voir le détail, pour cette période, dans le Rapport disponible sur le site web.
- ✓ Pour l'année 2010, le Régime accuse un déficit de 58 millions, alors que pour l'année en cours, la situation s'annonce meilleure.
- ✓ Quel que soit l'état du Régime, le 3^e versement nous est parfaitement dû.

Suite à sa présentation, Michel Bédard répond aux questions. Il s'ensuit une suggestion d'un membre d'effectuer une étude comparative auprès d'autres universités ontariennes des divers régimes de retraite et des bénéfices marginaux respectifs. Le Président remercie Michel Bédard.

8. The following resolutions were discussed and approved.. The full texts appear at the end of the minutes, will be posted on the APRUO web site and copies will be sent to the administrators of the University of Ottawa .

PREMIÈRE : Résolution réclamant une gestion sécuritaire, juste et transparente du Fonds du régime de retraite. **FIRST** : Resolution claiming a secure, just and transparent administration of the Pension Plan

DEUXIÈME : Résolution réclamant le paiement des sommes dues aux retraités suite aux congés de cotisation pris par l'employeur et accordé aux employés en 2007 et le paiement des sommes dues suite au 3^e versement qui n'a pas été fait aux employés, retraités, différés et héritiers des personnes éligible décédées.

SECOND : Resolution claiming payment of the sums due to the retirees resulting from the contribution holidays taken by the employer and granted to the employees in 2007 and payment of the 3rd instalment that was not made to the employees, retirees, retirees with deferred pensions and heirs of eligible persons.

9. Élections : Le président du Comité des élections, A. Vachet, présente son rapport. Le mandat des membres suivants arrive à échéance: L. Benoiton , V. Bergeron, R. Simard et G. White. Tous sont disposés à accepter un renouvellement de leur mandat. Proposé par A. Vachet et appuyé par L-G. Bordeleau. Approuvé à l'unanimité.
10. F. Gallays reported that the winner of the scholarship for the year 2011 was Catherine Charron. In view of his resignation because he is moving from the city, V. Bergeron thanked F. Gallays for his past contributions.
11. The President stated that there were several vacancies on the Administrative Committee and made a plea for volunteers to fill these vacancies.
12. F. Gallays presented a short report on the meeting of the College and University Retirees Association of Canada that he attended the previous week at York University. In answer to a question by Gaston Sauvé he elaborated on a few of the benefits of belonging to CURAC.
13. R. Simard reported on the Health Care Presentations that he organized and delivered to the retired employees and professors as part of the Continuing Education Program of the University of Ottawa. The lectures were well received by an audience of two dozen or so each time. They were as follows: Common geriatric medical problems Nov-30/10; Arthritis and rheumatism Jan-25/11, Soft tissue and musculoskeletal system Feb-22/11, Fractures and joint replacement Apr-19/11 and Osteoporosis and dementia Mar-29/11 presented by Dr. Robert Nelson. The intent is to organize more presentations for this fall however all depends on the availability of volunteer presenters.

14. L. Benoiton reported on the meeting that he attended with Gisèle Charlebois, Assistant Director of Protection Services, and Francine Faubert, Manager, Customer Service, initiated by Hélène Boivin, President of the Support Staff Retirees Association pertaining to the changes to be effected with regard to parking for retirees and other ad hoc users. A policy has been agreed to. The agreement will be sent to all members for whom we have an email address and also posted on our web site. The principal benefit is that vouchers allowing free parking will remain available for attendees of the Annual and Administrative Committee meetings of the APRUO. Half fee vouchers will be available at the parking services office for legitimate >64 year old users. Yearly passes are available for free parking on the weekends.
15. The meeting was adjourned at 3:30 pm

PREMIÈRE RÉSOLUTION

UNE GESTION SÉCURITAIRE, JUSTE, ET TRANSPARENTE DU RÉGIME DE RETRAITE

Sur chacun des objectifs vis es, il y a lieu de rappeler certains éléments clés et y ajouter d'autres motifs pour démontrer le bien-fond e de nos demandes.

Gestion sécuritaire : L'atteinte de cet objectif suppose des gestionnaires qui acceptent de rendre compte de leurs décisions et de leurs actions aux représentants des bénéficiaires du régime de retraite. Les gestionnaires doivent être prêts à exposer et expliquer leurs actions et les motifs qui les justifient. En termes simples, cela veut dire que les gestionnaires doivent fournir aux bénéficiaires, via leurs représentants, des renseignements complets et des documents qui en font preuve. Tout doit pouvoir être port e à la connaissance de tous les administr es dont l'avenir économique dépend de la qualité de l'administration du régime de retraite. Cela n'est possible que si les représentants reçoivent les documents à temps et profitent d'un délai raisonnable pour les étudier. De plus, les représentants doivent pouvoir communiquer avec les auteurs des documents directement et sans à en demander la permission. Par ailleurs, par délicatesse et pour garder une administration saine, le représentant devrait aviser un responsable d esign e de sa démarche et être prêt, à son tour, à rendre compte de sa démarche.

Gestion juste : Le premier élément de la justice consiste à reconn aître le droit ou la propriété du bien d'une personne ou d'un groupe de personnes. En ce qui concerne le fonds du régime de retraite, voici les conclusions de notre actuaire, Michel Bédard , dans un texte distribu e le 20 mai 2010 :

« Une fois les contributions faites, elles le sont de façon irrévocable. L'employeur n'a en principe aucune possibilité ni aucune expectative de recevoir ou tirer quelque bénéfice que ce soit des sommes déposées dans le régime de retraite.

Par la loi et son texte, le régime de retraite (le fonds de fiducie) a pour seuls bénéficiaires ses membres (employés actifs et retraités). Via la fiducie, ces membres ont la propriété collective du fonds de retraite.»

Quant aux vérificateurs du régime de retraite, ils répètent chaque année l'affirmation suivante :

« L'actif net est la propriété du Régime de retraite de l'Université d'Ottawa ... numéro d'immatriculation C003056108.» (Rapport des vérificateurs)

Nous savons maintenant que l'on peut établir quel est le pourcentage du fonds qui appartient aux retraités et le pourcentage qui appartient aux employés. De plus, comme les distributions des surplus l'ont démontré, il est possible de déterminer ce qui revient à chaque personne retraitée ou employée.

- La part des fonds détenus par le régime qui est attribuable aux retraités s'établit à 45% du total au 1^{er} janvier 2010, contre 30% en 1994 et une moyenne de 40 % à 41 % entre 1998 et 2003 (tableau 3 joint en annexe).

De 1999 à 2001, le surplus oscillait autour de 250 millions, La part des retraités dans les fonds détenus par le régime de retraite était en moyenne de 40 % à 41%.

(Données sont extraites du rapport du 6 décembre 2010 de Michel Bédard, actuaire)

La part du surplus revenant aux retraités aurait dû être de 100 millions, soit 40% de 250 millions en estimant la part du surplus sur la base du partage de la valeur du fonds du régime entre les retraités et les employés actifs. Or, malgré cet important surplus et leur part très importante dans le fonds, les retraités n'ont reçu que 27 millions.

Voilà des constatations qui nous interrogent et nous indiquent que nous ne voulons plus des méthodes qui ont été suivies par les administrateurs du régime de retraite pendant trop longtemps.

Gestion transparente : La transparence est un concept à la mode dont on parle beaucoup en bien des milieux. Dans l'administration du régime de retraite, elle nous apparaît déficiente. Il est difficile d'obtenir des réponses claires et d'obtenir tous les renseignements nécessaires pour apprécier l'administration du régime et juger de sa valeur.

Qu'il suffise de traiter d'une question majeure pour les membres du Comité de pension, l'utilisation déficiente des rapports actuariels annuels. Ce sont des documents essentiels à toute bonne gestion d'un régime de retraite. Nous estimons que chaque année, nous devrions avoir un rapport actuariel dûment signé par les actuaires qu'il soit nécessaire de le produire ou non à la Commission des services financiers de l'Ontario, Secteur des régimes de retraite que nous désignerons ainsi : Commission de l'Ontario. Pour certaines années, il n'y a pas eu de rapport signé parce qu'il n'était pas obligatoire de le produire à la Commission de l'Ontario. En conséquence, les membres du Comité de pension n'ont pas eu de rapport signé et ont dû se contenter d'une version «Powerpoint» qui ne fournit pas toutes les raisons qui nous permettraient de comprendre certaines des conclusions que nous sommes obligés de croire, sans avoir une chance raisonnable de comprendre. Sauf exceptions rares dont celui de 2010, même la version Powerpoint nous a été remise, lors de la réunion du Comité de pension à peine quelques minutes avant l'entrée des

actuaires et le début de leurs explications à quelques questions limitées par le manque de temps et par notre ignorance du contenu de la présentation Powerpoint.

Il s'ajoute à cela les refus répétés des administrateurs de donner aux membres du Comité de pension une copie des rapports actuariels signés. Le président de l'APRUO, Viateur Bergeron a fait des recherches et des démarches pour obtenir ces rapports de l'année 1994 à 2010. Ces rapports sont des documents essentiels qui permettent l'examen de l'administration du régime de retraite par un actuaire indépendant, Michel Bédard dont les services sont fournis à l'Association des professeurs retraités de l'Université d'Ottawa (APRUO) et partagés avec l'Association du personnel de soutien retraité (APSR). Les administrateurs du régime de retraite ont consenti à fournir le rapport au 1^{er} janvier 2007 signé, approuvé en juin 2007, mais il n'a été reçu par Viateur Bergeron que le 30 novembre 2007. En ce qui concerne le rapport au 1^{er} janvier 2008 également signé et approuvé en juin 2008, il n'a été reçu par Viateur Bergeron qu'en septembre 2008. Les rapports pour les années 1994 à 2005 et 2110 ont été obtenus de la Commission de l'Ontario, suite aux démarches de Viateur Bergeron. À noter qu'en 2006, aucun rapport n'a été produit à Toronto et aucun rapport écrit n'aurait été fait par les actuaires pour cette année prévue pour le paiement du 3^e versement promis lors de la mise en œuvre de la réforme adoptée en 2000. En 2009, aucun rapport n'aurait été signé par les actuaires et aucun rapport n'a évidemment été produit à la Commission de l'Ontario.

En 2010, un rapport actuariel a été signé par les actuaires de Mercer et par Barbara Miazga, Trésorière et directrice de la caisse de retraite, et par Caroline Roy-Egner, Vice-rectrice associée aux ressources humaines. Le rapport a été déposé à la Commission de pension à Toronto le 25 août 2010.

Claude Dufresne, vice-président et représentant de l'Association du personnel de soutien retraité (APSR) au Comité de pension et Viateur Bergeron, président et représentant de l'Association des professeurs retraités de l'Université d'Ottawa (APRUO) au Comité de pension ont fait en vain des demandes auprès de Barbara Miazga et Caroline Roy-Egner. Les deux administratrices ont refusé clairement de remettre ledit rapport aux représentants des retraités. Viateur Bergeron a fait les démarches habituelles à Toronto et a obtenu rapidement une copie du fameux rapport. Par la suite, lors d'une rencontre avec monsieur Robert J. Giroux, président du Bureau des gouverneurs, madame Kathryn Butler Malette, présidente du Comité de pension, Claude Dufresne et Viateur Bergeron, ce dernier a montré fièrement la copie du rapport obtenu de la Commission de l'Ontario. Quelques mois plus tard, le rapport était placé sur le site web des ressources humaines et vous pouvez aller le consulter en cliquant sur l'hyperlien suivant :

http://www.rh.uottawa.ca/fichiers/pension/2010/actuarial_valuation_report_2010_en.pdf

En conclusion, il faut continuer à faire des efforts et des démarches pour améliorer la gestion de notre régime de retraite sur les aspects sécuritaire, justice et transparence.

En conséquence, il est proposé par John Trent et appuyé par Donat Pharand

Que des mesures soient prises par un comité directeur composé des personnes suivantes :

- Hélène Boivin, présidente de l'APSR, Claude Dufresne, vice-président et représentant de l'APSR au Comité de pension et Viateur Bergeron, président et représentant de l'APRUO au Comité de pension et toute autre personne choisie par ce comité directeur (steering committee).

Ce comité aura pour objectif de dresser un tableau des points à examiner, d'établir l'ordre de l'examen et de réunir les personnes intéressées et toute personne ou expert qui pourrait les aider afin de proposer des solutions utiles à l'ensemble des parties impliquées, notamment les retraités,

les employés et les administrateurs du régime de retraite dans le but d'assurer une gestion sécuritaire, juste et transparent de notre régime de retraite. Approuvé à l'unanimité

FIRST RESOLUTION

A SECURE, JUST AND TRANSPARENT ADMINISTRATION OF THE PENSION PLAN

For each of the targeted objectives, it is worth recalling certain key elements and adding other motifs to demonstrate that our claims are well founded.

Secure Administration: Achievement of this objective supposes administrators who accept to justify their decisions and actions to the beneficiaries and representatives of the beneficiaries of the pension plan. The administrators must be prepared to reveal and explain their actions and the reasons that justify them. In simple terms, this means that the administrators provide to the beneficiaries and their representatives information that is complete as well as the documents that substantiate this. All must be made available to the administrated whose economic future depends on the quality of the management of the pension plan. This is possible only if the representatives receive the documents within a reasonable time that allows their study. Moreover, the representatives must be able to communicate with the authors of the documents and without having to request permission to do so. In addition, with delicacy and to keep a sane administration, the representative must advise a designate that is responsible for an initiative and be prepared himself to account for the initiative.

Just Administration: The first element of justice consists of recognizing the right or property of a person or group of persons. As for the Pension Plan, herewith the conclusions of our actuary, Michel Bédard, in a text distributed on May 20th 2010 :

« Once contributions have been made, they have been made in a manner that is irrevocable. The employer does not in principle have a possibility or expectation to receive whatever benefit from the sums that have been deposited into the Pension Plan.

By law and his text, the Pension Plan (the fiduciary fund) has as single beneficiaries its members (active and retired members). Via the fiduciary, the pension funds are collectively the property of the members of the pension plan.»

As for the auditors of the pension plan, they repeat the following affirmation each year:

« The net balance is the property of the Pension Plan of the University of Ottawa ... registration number C003056108. » (Report of the auditors)»

We know now that one can establish the percentage of the funds which belong to the retirees and the percentage that belongs to the employees. Moreover, as demonstrated by the distribution of the surplus, it is possible to determine what is owed to each retired person or employee.

-The share of the fund held by the plan that is attributable to the retirees is established at 45% of the total on January 1st, 2010, versus 30% in 1994 and an average of 40% to 41% between 1998 and 2003 (table 3 appended).

From 1999 to 2001, the surplus oscillated around 250 million, the retirees' share of the funds held by the Pension Plan was on average 40% to 41%.

(Data are extracted from the report of December 6 2010 of Michel Bédard , actuary)

The share of the surplus going to the retirees should have been 100 million, that is 40% of 250 million in estimating the share of the surplus on the basis of sharing the surplus between the retirees and the active employees. However, despite this significant surplus and their major role in the funds, the retirees received only 27 million.

These are the disputes which face us and indicate to us that we no longer desire the methods that have been followed by the administrators of the pension plan for too long a time.

Transparent Administration: Transparency is a concept in vogue that receives much attention everywhere. In the management of our Pension Plan, there seems to be a deficiency. It is difficult to obtain clear answers and to obtain all the information necessary to understand the management of the plan and to pass judgement on it.

Suffice it to address but one major question for the members of the Pension Committee, the use of a deficiency in the number of annual actuarial reports. These documents are essential for good management of a Pension Plan. We submit that each year, we should have an actuarial report duly signed by the actuaries whether it is necessary or not to provide one the Financial Services Commission of Ontario, section on pension plans which we will refer to as the Ontario Commission. For certain years, there were no reports signed by the auditors because it was not obligatory to produce one for the Ontario Commission. Consequently, the members of the pension committee received no signed reports and had to be satisfied with a «Powerpoint» presentation that does not provide the reasons that allow one to draw conclusions that one is forced to believe without having a reasonable chance to understand. With few exceptions such as for 2010, even the Powerpoint version was provided to us, at the meeting of the Pension Committee, hardly a few minutes before the actuaries entered and began their explanations to a few questions that were limited by the lack of time and by our ignorance of the content of the powerpoint presentation.

Added to this is the repeated refusal of the administrators to give to the members of the Pension Committee a copy of the signed actuarial reports. The President of the APRUO, Viateur

Bergeron, made studies and initiatives to obtain these reports for years 1994 to 2010. These reports are essential documents which permit examination of the management of the pension plan by an independent actuary, Michel Bédard, whose services were provided to the Association of Professors Retired from the University of Ottawa (APRUO) and shared with the Support Staff Retirees Association (SSRA). The administrators of the Pension Plan agreed to provide the report signed on the January 1st 2007, approved in June 2007, but it was not received by Viateur Bergeron until November 30 2007. With respect to the report of January 1 2008 similarly signed and approved in June 2008, it was received by Viateur Bergeron only in September 2008. The reports for years 1994 to 2005 and 2110 were obtained from the Ontario Commission following requests by Viateur Bergeron. Note that in 2006, no report whatsoever was provided to Toronto and no written report was prepared by the actuaries for the year foreseen for the 3rd payment promised at the time that the reform of 2000 was adopted and came into effect. In 2009, no report was signed by the auditors and obviously no report was provided to the Ontario Commission.

In 2010, an actuarial report was signed by the actuaries of Mercer and by

Barbara Miazga, Treasurer and Director of the Pension Plan and by

Caroline Roy-Egner, Associate Vice-rector for Human Resources. The report was deposited with the Ontario Commission in Toronto on August 25, 2010.

Claude Dufresne, vice-president of the Support Staff Retirees Association (SSRA), on the Pension Committee and Viateur Bergeron, President of the Association of Professors Retired from the University of Ottawa PRUO), on the Pension committee, made requests in vain to Barbara Miazga et Caroline Roy-Egner. The two administrators clearly refused to give the said report to the representatives of the retirees. Viateur Bergeron made the usual request to Toronto and quickly obtained a copy of this famous report. Following this, at a meeting of mister Robert J. Giroux, President of the Board of Governors, madam Kathryn Butler Malette, President of the Pension Committee, Claude Dufresne and Viateur Bergeron,

the latter proudly presented a copy of the report obtained from the Ontario Commission. A few months later the report was placed on the Human Resources web site and you can consult it by clicking on the following hyperlink:

http://www.hr.uottawa.ca/files/pension/2010/actuarial_valuation_report_2010_en.pdf

In conclusion, we must continue to make efforts and initiatives to improve the management of our pension plan with respect to security, justice and transparency.

Consequently, it is moved by John Trent and seconded by Donat Pharand

That measures be taken by a steering committee composed of the following persons:

- Hélène Boivin, president of the SSRA, Claude Dufresne , Vice-president and representative of the SSRA on the Pension Committee and Viateur Bergeron , President and representative of the APRUO on the Pension Committee and all other persons selected by this steering committee.

This committee will have as objective to set up a list of points to be examined, the sequence of the exam and to bring together persons concerned and any person or expert who could help them to propose solutions useful to the parties implicated, namely the retirees, the employees and the administrators of the Pension Plan with the objective of assuring a secure, just and transparent administration of our Pension Plan. Approved unanimously

DEUXIÈME RÉOLUTION

RÉCLAMATIONS DES SOMMES DUES AUX RETRAITÉS, EMPLOYÉS ET AUTRES

Réclamation du paiement des sommes dues aux retraités suite aux congés de cotisation de l'employeur et des employés en 2007 et le paiement des sommes dues suite au 3e versement qui n'a pas été fait aux employés, retraités, différés et héritiers des personnes éligibles décédées.

Voici les commentaires de Michel Bédard , actuaire, sur la situation du régime de retraite en 2006 et 2007. Il nous explique comment il se faisait qu'en 2006, les administrateurs du régime estimaient que le 3^e versement ne pouvait pas être fait et qu'en 2007, ils ont décidé de s'octroyer un congé de cotisation pour 7 mois et d'accorder un congé de cotisation également de 7 mois à tous les employés et rien aux retraités, différés et héritiers des personnes éligibles décédées.

Extrait du rapport de l'actuaire Michel Bédard , FICA, daté du 6 décembre 2010 :

« Revenant à 2006 et 2007, on observe ce qui suit :

i) S'il existait un déficit de continuité au 1^{er} janvier 2006, on a su un an plus tard que ce déficit était entièrement dû à l'utilisation de méthodes et projections désuètes : de nouvelles bases d'évaluation, telles qu'adoptées par les nouveaux actuaires en 2007, auraient plutôt démontré, si elles avaient été appliquées dès le 1^{er} janvier 2006, un surplus de quelque 82 millions de dollars (voir le Tableau 5 en annexe), soit 8,1% du passif. On aurait alors dépassé le seuil convenu de 6 % qui aurait permis le 3^e versement promis en 2001 au « groupe de 1998 » (retraités, membres différés et membres actifs). Ainsi, en tenant compte de l'excédent de 8,1 % sur le seuil de 6 %, il y aurait alors eu un surplus « libre » d'environ 21 millions de dollars, somme qui aurait suffi pour couvrir la majeure partie du troisième versement.

ii) On peut y rajouter l'insuffisance des coûts d'employeur découlant de la méthodologie obsolète décrite dans la section 3 qui précède (36 millions), pour conclure qu'il y aurait dû y avoir au 1^{er} janvier 2006 un surplus plus que suffisant (118 millions) pour permettre le troisième versement promis au groupe de 1998 (retraités, membres différés et employés actifs).

iii) Un an plus tard, en 2007, l'employeur et les employés se sont prévalus de congés de cotisation optionnels pour une valeur de 22 millions de dollars (une partie du congé des employés ayant été reportée au début de 2008), le régime affichant un surplus de continuité de 133 millions au 1^{er} janvier 2007 (bien que ce surplus soit accompagné d'un déficit de solvabilité de 45 millions). Noter que ces congés n'auraient pu être accordés, même sur base optionnelle, si on avait plutôt effectué le troisième versement en 2006 au groupe de 1998 (retraités, membres actifs et membres différés).

On sait maintenant que les congés de cotisation accordés en 2007 étaient optionnels. Au moment de les accorder, les autorités de l'Université les croyaient obligatoires, selon l'avis donné par les actuaires et communiqué au Comité de pension le 11 juin. L'Université a appris par la suite que tout congé serait plutôt optionnel, vu l'existence d'un déficit de solvabilité de 45 millions. C'est ce que confirmait le rapport actuariel soumis à l'Université le 26 juillet 2007 et envoyé par la suite à la Commission des services financiers de l'Ontario. Le Comité de pension n'a pas été avisé de cette rectification (avant 2010) et n'a pas été appelé à se prononcer à ce sujet.»

Il y a lieu d'ajouter qu'une lettre des actuaires de Mercer a été déposée à la réunion du Comité de pension, le 12 mars 2010 confirmant l'erreur commise en 2007 et le fait que les actuaires avaient avisé les administrateurs du régime de retraite que le congé de cotisation de l'employeur n'était pas obligatoire, mais simplement optionnel. En maintenant son congé de cotisation et celui des employés, l'employeur a ajouté

à l'injustice de 2006 (le non paiement du 3^e versement qui aurait pu être fait) une nouvelle injustice pour toutes les personnes retraitées avant le 31 août 2007, en ne leur versant aucune somme pour tenir compte du congé de contribution aux employés.

Cette injustice inacceptable doit être réparée en premier lieu en versant le montant dû à chaque retraité touché par les effets du congé de cotisation de 2007. Il suffit d'appliquer les principes et les règles qui ont été suivies pour les versements faits en 1999, 2001 et 2003. L'actuaire Michel Bédard soumet que les employés ont bénéficié d'un montant d'environ 6.9 millions. Les retraités auraient droit à une somme de 5 807 000,00 \$. Pour assurer un travail équitable et sécuritaire, le montant global à verser aux retraités ainsi que le montant à verser à chaque retraité devraient être établis par les actuaires de l'Université et cela dans l'intérêt de tous, administrateurs, employeur et retraités visés par cette réparation. Le montant requis pourrait être payé facilement à même le fonds du régime de retraite qui était de \$1,302 millions au 31 décembre 2010. Un petit montant de moins de \$6 millions ne saurait créer une situation inquiétante car ce montant pourrait être facilement couvert par une petite amélioration du marché, comme cela s'est produit, en comparant le solde du 30 septembre 2010 = \$1, 248 M et le solde du 31 décembre 2010 = \$1,302 M, une augmentation de \$54 M.

Quant au paiement des sommes dues suite au 3^e versement qui n'a pas été fait aux employés, retraités, différés et héritiers des personnes éligibles décédées, voici le tableau établi par l'actuaire Michel Bédard, à la page 5 de son rapport du 6 décembre 2010.

Les retraités, différés et employés actifs auraient en principe eu droit aux remboursements suivants au 1^{er} janvier 2006 :

<i>Groupe (selon les listes de 1998)</i>	<i>Remboursement qui aurait été dû au 1^{er} janvier 2006 (en \$ millions)</i>	
	<i>Sans intérêts</i>	<i>Avec intérêts de 1998 à 2006 (45,6 %)</i>
<i>Actifs</i>	<i>12.4</i>	<i>18.1</i>
<i>Retraités</i>	<i>8.0</i>	<i>11.7</i>
<i>Différés</i>	<i>0.8</i>	<i>1.1</i>
<i>Total</i>	<i>21.2</i>	<i>30.9</i>

Le montant total de \$30.9 millions majoré des intérêts jusqu'au 1^{er} janvier 2011 serait d'environ \$33 millions, selon notre actuaire Michel Bédard, FICA.

Nous demandons que ce montant devienne une dette ou une obligation prioritaire qui devra être payée au complet à même le premier surplus ou en plusieurs versements à même des surplus successifs et aussi longtemps que nécessaire afin de verser à chaque personne visée le montant total qui lui est dû. L'Association des professeurs retraités de l'Université d'Ottawa demande que les fiduciaires agissent selon les principes de justice fondamentale et d'équité et qu'ils donnent suite à notre demande. Qu'ils établissent les sommes à verser à chaque retraité, employé, différé et héritier.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Maurice Jetté et appuyé par André Vachet

Que la présente résolution soit adoptée et qu'elle soit portée à la connaissance des fiduciaires (les membres du Bureau des gouverneurs), des actuaires, des vérificateurs du régime de retraite et des membres du Comité de pension de l'Université d'Ottawa, en leur demandant d'y donner suite dans les plus brefs délais. Approuvé avec une abstention.

SECOND RESOLUTION

CLAIMS OF THE SUMS DUE TO THE RETIREES, EMPLOYEES AND OTHERS

Claim of the sums due to the retirees as a result of the contribution holidays taken by the employer and the employees in 2007 and payment of the sums due because of the 3rd payment that was not made to the employees, retirees, retirees with deferred pensions and heirs of eligible deceased persons.

Herewith the comments of Michel Bédard , actuary, on the status of the Pension Plan in 2006 and 2007. He explained how was it that in 2006 the administrators of the plan estimated that the 3rd payment could not be made and that in 2007, they decided to grant themselves a contribution holiday for 7 months and granted the same contribution holidays for 7 months to all employees and **nothing** to the retirees, retirees with deferred pensions and heirs of eligible deceased persons.

Extract of the report of actuary Michel Bédard , FICA, dated December 6 2010 :

« Coming back to 2006 and 2007, we observe what follows :

i) *If there existed a continuing deficit in January 2006, one knew a year later that this deficit was entirely due to the use of methods and projections that were out of date : the new bases for evaluation, as adopted by the new actuaries in 2007 instead would have shown, had they been applied as of January 1st 2006, a surplus of about 82 million dollars (see Table 5 annexed), that is 8,1% of the liabilities. One would thus have surpassed the convenient threshold of 6% that would have allowed the 3rd payment promised in 2001 to the « group of 1998 » (retirees, members with deferred pensions and active members) . Also taking into account the excess of the 8,1 % over the threshold of 6 %, there would have been a « free » surplus of about 21 million dollars, a sum sufficient to cover the major part of the 3rd payment.*

ii) *One can add the insufficiency of the employers costs resulting from the obsolete methodology written in section 3 which precedes (36 million), to conclude that there should have been on the January 1st 2006 a surplus more than sufficient (118 million) to permit the third payment promised to the 1998 group (retirees, retirees with deferred pensions, and active employees).*

iii) *A year later, in 2007, the employer and the employees favoured themselves with contribution holidays to a sum of 22 million dollars (a small part of the contribution holiday of the employees was carried forward to the beginning of 2008), the plan showing a continuing surplus of 133 million on January 1st 2007 (while surplus was accompanied by a solvency deficit of 45 million). Note that these contribution holidays should not have been granted, even on an optional basis, if one had instead effected the third payment in 2006 to the 1998 group (retirees, active members, retirees with deferred pensions).*

We know now that the contribution holidays granted in 2007 were optional. At the time of granting, the University thought that they were obligatory, according to the advice given by the actuaries and communicated to the Pension Committee on June 11. The University learned later that all contribution holidays instead were optional, in view of the existence of a solvency deficit of 45 million. This is what the actuarial report submitted to the University on July 16 2007 and then sent to the Financial Services Commission of Ontario confirmed. The Pension Committee was not advised of this rectification (before 2010) and was not asked to comment on the subject.»

One has to add that a letter from the Mercer actuaries was deposited at the meeting of the Pension Committee March 12, 2010 confirming the error committed in 2007 and the fact that the actuaries had

advised the administrators of the Pension Plan that the contribution holiday by the employer had not been obligatory, but was simply optional. In going ahead with this contribution holiday for the employer and the employees, the employer has added to the injustice of 2006 (the non payment of the 3rd payment that should have been made) a new injustice for all persons who retired before August 31 2007, in not giving them a sum to take into account the contribution holiday of the employees .

This unacceptable injustice must be rectified first by giving the amount due to each retiree touched by the effects of the contribution holidays of 2007. It suffices to apply the principles and rules that were followed for the distributions made in 1999, 2001 et 2003. The actuary Michel Bédard submits that the employees benefited by a sum of about 6.9 million. The retirees should have the right to receive a sum of \$5 807 000,00. To ensure an equitable and secure work, the global amount to be given to the retirees as well as the amount to be given to each retiree should be established by the actuaries of the University and that in the interests of everyone, the administrators, the employer and the retirees targeted by this rectification. The sum required could easily have been paid as the funds in the Pension Plan were \$1,302 million on December 31 2010. A small sum of less than \$6 million would not have created a worrying situation since this sum could easily be recovered by a small improvement in the market, as took place, in comparing the balance on September 30 2010 = \$1, 248 M and the balance on December 31 2010 = \$1,302 M, an increase of \$54 M.

As for payment of the sums due emanating from the 3rd payment not having been made to the employees, retirees, retirees with deferred pensions and eligible deceased persons, herewith the table established by the actuary Michel Bédard on page 5 of his report of December 6 2010.

The retirees, retirees with deferred pension, and actives would have in principle the right to the following reimbursements on January 1 2006: Group: ((According to the 1998 list)

Reimbursement that would have been due January 1 2006 (in million \$)

<i>Without interest</i>		<i>With interest from 1998 to 2006 (45,6 %)</i>
<i>Actives</i>	<i>12.4</i>	<i>18.1</i>
<i>Retirees</i>	<i>8.0</i>	<i>11.7</i>
<i>Deferred</i>	<i>0.8</i>	<i>1.1</i>
<i>Total</i>	<i>21.2</i>	<i>30.9</i>

The total sum of \$30.9 million with interest added up to January 1 2011 would be about \$33 million, according to our actuary Michel Bédard , FICA.

We request that this amount become a priority debt or obligation that should be paid in full in several tranches as soon as there is a surplus or in several tranches from successive surpluses as long as necessary so that all targeted persons receive what is due to them. The Association of Professors Retired from the University of Ottawa asks that the fiduciaries act according to the

principles of fundamental justice and equity and that they act upon our request and establish the sums to distribute to each retiree, employee, deferred pensioner and heir.

IN CONSEQUENCE, it is moved by Maurice Jetté and seconded by André Vachet

That the present resolution be adopted and that it be brought to the attention of the fiduciaries (the members of the Board of Governors), the actuaries, the auditors of the Pension Plan and the members of the Pension Committee of the University of Ottawa , requesting that they address it with the least delay. Approved with one abstention.

Leo Benoiton

Louis-Gabriel Bordelau

Viateur Bergeron

Ottawa / Gatineau le 23 sept 2011